

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT NICOLAS KOUVAHEY

Expert-Comptable, Commissaire aux Comptes Agréé, Inscrit au tableau de l'Ordre

NIK Audit - Représentant au Mali de **Deloitte & Touche**

AUDIT - COMPTABILITE - CONSEIL - INFORMATIQUE - FORMATION

**MICRO EVALUATION DE L'ASSOCIATION POUR LE PROGRAMME
INTEGRE DE DEVELOPPEMENT « APIDEV »
POUR LE COMPTE DE L'UNICEF MALI**

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE ET D'AUDIT NICOLAS KOUVAHEY

Janvier 2018

Bamako, le 24 Janvier 2018

A

Monsieur le Représentant
de l'UNICEF au Mali

Monsieur,

Dans le cadre de la mission de Micro évaluation du Partenaire d'Exécution « **DE L'ASSOCIATION POUR LE PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT** » que vous avez bien voulu nous confier, nous vous présentons notre Rapport de la Micro évaluation.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porteriez au présent Rapport, nous vous prions d'accepter, Monsieur, nos salutations distinguées.

L'Evaluateur



Nicolas KOUVAHEY
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Inscrit au Tableau de l'ONECCA-Mali

Table des matières

1. Contexte, champ d'application et méthodologie	3
2. Synthèse des résultats de l'évaluation des risques	4
3. Résumé de l'évaluation globale des risques :.....	4
4. Résultats détaillés du contrôle interne et recommandations.....	6
Annexe I. Informations sur le PE et le Programme.....	8
Annexe II. Organigramme du Partenaire d'exécution	9
Annexe III. Liste des personnes rencontrées.....	10
Annexe IV. Questionnaire de la micro évaluation	11

1. CONTEXTE, CHAMP D'APPLICATION ET METHODOLOGIE

Contexte

La micro évaluation fait partie des exigences du cadre pour l'Approche Harmonisée de Remises d'Espèces aux PE (HACT). Le cadre HACT représente un cadre opérationnel commun appliqué par les agences des Nations Unies pour la remise d'espèces à des PE gouvernementaux ou non gouvernementaux.

La micro évaluation analyse le cadre de contrôle du PE. Elle se traduit par l'attribution d'un niveau de risque (faible, modéré, significatif ou élevé). La note globale des risques est utilisée par les agences des Nations Unies, ainsi que d'autres informations disponibles (par exemple, l'historique de la collaboration avec l'agence et les résultats des précédentes activités d'assurance), pour déterminer le type et la fréquence des activités d'assurance selon les directives de chaque agence. Il est également pris en compte lors de la sélection des modalités appropriées de remise d'espèces au PE.

Champ d'application

La micro-évaluation fournit une évaluation globale du programme, des politiques en matière de gestion financière et opérationnelle, des procédures, des systèmes et des contrôles internes du Partenaire d'Exécution. Elle inclut:

- Un examen du statut juridique du PE, de sa structure de gouvernance et sa viabilité financière la capacité de gestion financière, de la gestion du programme, de la structure organisationnelle et de son personnel, des politiques et procédures comptables, des actifs immobilisés et inventaires, du rapport et du suivi financier, et des passations de marché;
- Un accent particulier sur le respect des politiques, des procédures, des règlements et des dispositions institutionnelles qui sont émises à la fois par le gouvernement et par le partenaire d'exécution.

Elle intègre les résultats de toutes les micros évaluations antérieures qui ont été menées chez le Partenaire d' Exécution.

Méthodologie

Nous avons procédé à la micro-évaluation du 08/12/2017 au 09/12/2017 à Mopti.

Sur base des échanges avec la direction, de l'observation et des contrôles inopinés de transactions, nous avons évalué le Partenaire d'exécution et le système de contrôle interne concerné en mettant l'accent sur:

- L'efficacité des systèmes à fournir à la direction du Partenaire d'Exécution des informations qui sont précises et en temps opportun relatives à la gestion des fonds et actifs, conformément aux plans de travail et aux contrats avec les agences des Nations Unies;
- L'efficacité générale du système de contrôle interne dans la protection des actifs et des ressources du Partenaire d'Exécution.

Nous avons discuté des résultats de la micro évaluation avec le personnel des agences des Nations Unies concerné et avec le PE avant la finalisation du rapport. La liste des personnes rencontrées et interrogées au cours de la micro-évaluation est disponible à l'Annexe III.

2. SYNTHÈSE DES RESULTATS DE L'ÉVALUATION DES RISQUES

3. RESUME DE L'ÉVALUATION GLOBALE DES RISQUES :

Le tableau ci-dessous résume les résultats et les principales insuffisances du contrôle interne identifiées lors de l'administration du questionnaire de micro-évaluation (à l'annexe IV). Les conclusions et les recommandations détaillées sont précisées à la section 3, ci-dessous.

Domaine évalué	Evaluation du risque*	Brève justification de la notation (principales insuffisances du contrôle interne)
1. Partenaire d'exécution	Faible	<p>Ce domaine présente un niveau de risque « FAIBLE ». Mais il existe certains points de contrôle qui ont un niveau de risque « Significatif » dû aux faiblesses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PE n'a pas établi de politique spécifique de lutte contre la fraude. - Le PE n'a pas indiqué aux employés, bénéficiaires et autres destinataires les noms des personnes à contacter s'ils soupçonnent l'existence d'une fraude, d'un gaspillage ou d'une utilisation abusive des fonds ou biens de l'agence. <p>Ces points nécessitent des améliorations.</p>
2. Gestion du Programme	Modéré	<p>Ce domaine présente un niveau de risque « MODERE ». Mais il y a des points de contrôle qui ont un niveau de risque « Significatif » dû au fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PE ne dispose pas de cadre de S & E pour ses programmes, avec des indicateurs, des données de référence et des cibles ; - Le PE n'effectue pas le suivi et l'évaluation systématique des données parce que dans le plan de travail le suivi n'a pas été prévu pour certaines activités ; - Le PE ne dispose pas de plan de suivi de recommandations.
3. Structure organisationnelle et dotation en personnel	Modéré	<p>Ce domaine présente un niveau de risque MODERE, il existe certains points de contrôle qui ont un niveau de risque « Significatif » dû aux faiblesses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PE n'a pas de politiques de formation du personnel comptable/financier/de programme; - le PE ne procède pas à des vérifications pour les nouvelles recrues pour des postes en comptabilité /finance et gestion.
4. Politiques et procédures comptables	Modéré	<p>Ce domaine présente un niveau de risqué FAIBLE mais il y'a certains points de contrôle qui ont un niveau de risque « Significatif » dû aux faiblesses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PE ne dispose pas de système comptable. La comptabilité est tenue à partir du Tableur EXCEL. Ce qui ne permet pas de générer automatiquement les états financiers ; - les grands livres sont tenus mais ils ne sont pas rapprochés à la fin du mois afin d'atténuer les erreurs ou omissions; - les factures ne sont pas estampillées "PAYEE" sur fonds UNICEF.
5. Immobilisations et stocks	Significatif	<p>Ce domaine présente un niveau de risque "SIGNIFICATIF" dû aux faiblesses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les biens de l'APIDEV ne sont pas codifiés;

		<ul style="list-style-type: none"> - l'inventaire physique des immobilisations n'est pas effectif périodiquement ; - Le registre des immobilisations n'est pas tenu.
6. Rapport Financier et Suivi	Modéré	<p>Ce domaine présente un niveau de risqué "MODERE" dû aux faiblesses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le système de gestion financière n'est pas informatisé .Le PE ne dispose pas de logiciel de gestion permettant de générer les états de synthèse ; - le PE ne dispose pas de disque dur externe pour sauvegarder les données informatiques.
7. Passation de marchés	Faible	Le domaine "Passation de marchés" présente un niveau de risque faible Cependant ,nous avons relevé que le PE ne dispose pas de directives et des procédures formelles pour faciliter l'identification, le suivi et la gestion des conflits d'intérêts potentiels avec des fournisseurs
Evaluation globale des risques	Moderé	

**Elevé, Significatif, Modéré, Faible*

4. RESULTATS DETAILLES DU CONTROLE INTERNE ET RECOMMANDATIONS

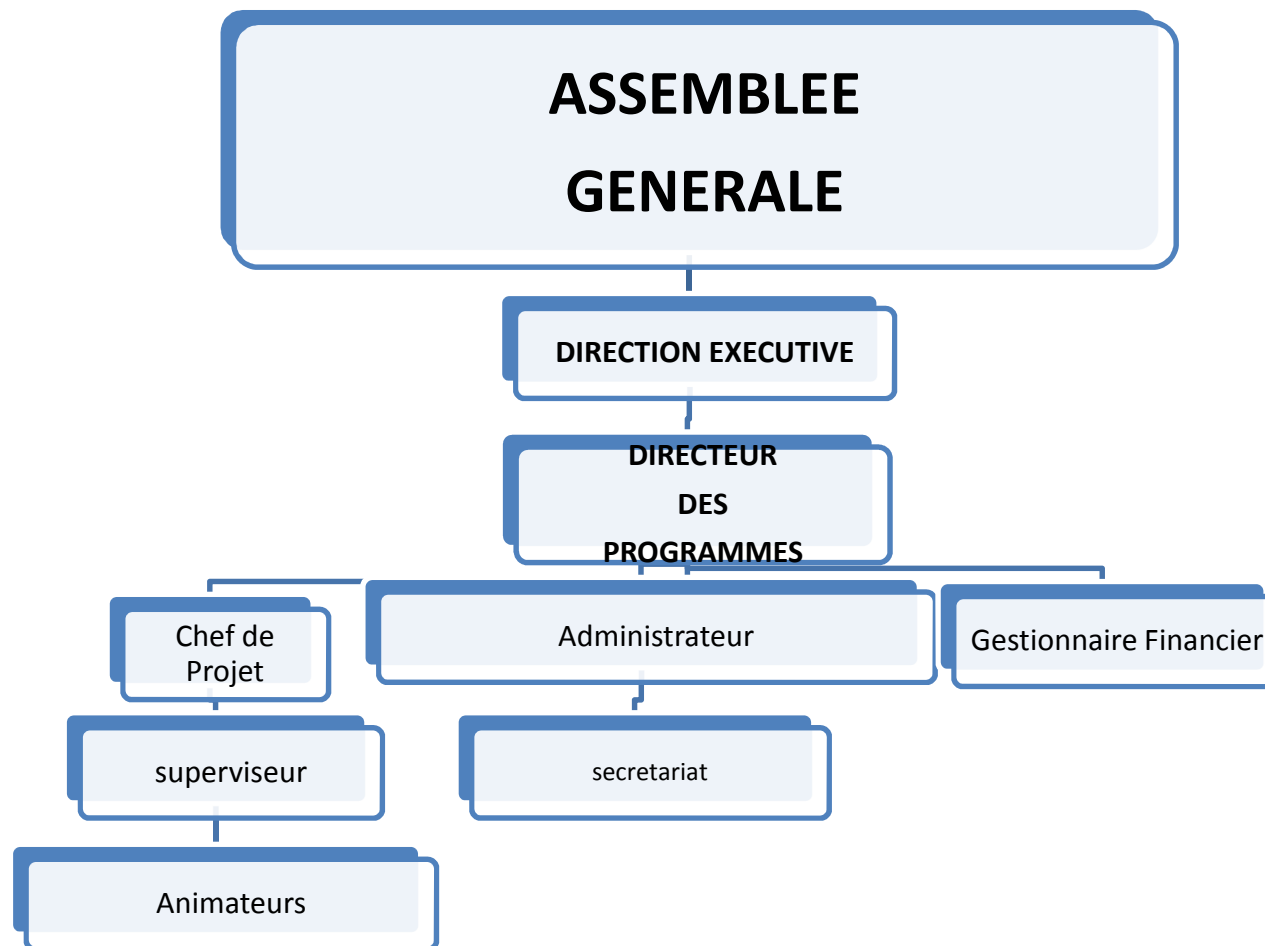
No.	Description du constat	Recommandation et réponse de la direction du PE
1	<p>Nous avons constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PE n'a pas établi de politique spécifique de lutte contre la fraude, - Le PE n'a pas indiqué aux employés, bénéficiaires et autres destinataires les noms des personnes à contacter s'ils soupçonnent l'existence d'une fraude, d'un gaspillage ou d'une utilisation abusive des fonds ou biens de l'agence. <p>Ces points nécessitent des améliorations.</p>	<p>Nous recommandons à l'Association APIDEV de disposer de politiques de lutte contre la fraude et d'indiquer aux employés et bénéficiaires les noms des personnes à contacter en cas l'existence d'une fraude, d'un gaspillage ou d'une utilisation abusive des fonds ou biens de l'agence.</p> <p>Réponse de la direction du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et adoption d'une Charte APIDEV de lutte contre la fraude (Fin Février 2018) ; - Indication d'une liste de personnes aux bénéficiaires et aux employés (Fin Mars 2018).
2	<p>Nous avons constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PE ne dispose pas de cadre de S & E pour ses programmes, avec des indicateurs, des données de référence et des cibles ; - le suivi et l'évaluation des activités sont périodiques et se font en fonction d'une planification non systématique. 	<p>Nous recommandons à l'Association APIDEV de disposer d'un cadre de suivi évaluation pour ses programmes, avec des indicateurs, des données de référence et des cibles ; et de planifier le suivi et l'évaluation des activités de façon systématique.</p> <p>Réponse de la direction du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un document cadre de suivi évaluation (Fin Mars 2018) ; - Elaboration pour chaque projet/programme d'un plan de suivi-évaluation (Fin Mars 2018).
3	<p>Nous avons constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PE n'a pas de politiques de formation du personnel comptable/financier/de programme; - le PE ne procède pas à des vérifications pour les nouvelles recrues pour des postes en comptabilité /finance et gestion. 	<p>Nous recommandons à l'Association APIDEV de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer de politiques de formation du personnel comptable/financier/de programme; - procède pas à des vérifications pour les nouvelles recrues pour des postes en comptabilité /finance et gestion. <p>Réponse de la direction du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un document cadre de formation du staff (Mi-Février 2018) ; - Formation du personnel sur les documents de politique, charte, manuel de procédures (Fin Mars 2018) ; - Recrutement futur par un bureau de placement RH, après description de tâches, Fixation d'objectifs de performance (En continu).

4	<p>Nous avons constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le PE ne dispose pas de système comptable. La comptabilité est tenue à partir du Tableur EXCEL. Ce qui ne permet pas de générer automatiquement les états financiers ; - les grands livres sont tenus mais ils ne sont pas rapprochés à la fin du mois afin d'atténuer les erreurs ou omissions; - les factures ne sont pas estampillées "PAYEE" sur fonds UNICEF. 	<p>Nous recommandons à l'Association APIDEV de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disposer d'un système comptable permettant de générer automatiquement les états financiers de synthèse ; - de rapprochés les grands livres à la fin du mois afin d'atténuer les erreurs ou omissions; - de disposer d'un cachet " Payé UNICEF". <p>Réponse de la direction du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - commande et installation d'un logiciel comptable répondant aux normes (Fin Mars 2018) ; - Mise en place des cachets de gestion dont 1 estampillé « Payé UNICEF » (Fin Janvier 2018).
5	<p>Nous avons constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actifs ne sont pas codifiés ; - l'inventaire physique des immobilisations n'est pas effectif périodiquement ; - le registre des immobilisations n'est pas tenu. 	<p>Nous recommandons au PE de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - codifier les actifs ; - faire l'inventaire physique des immobilisations de façon effective et périodique ; - tenir le registre des Immobilisations. <p>Réponse de la direction du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inventaire physique de toutes les immobilisations de l'ONG et leurs codifications (Mi- Février 2018) ; - Mise en place d'un registre des immobilisations (Mi- Février 2018).
6	<p>Nous avons constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le système de gestion financière n'est pas informatisé .Le PE ne dispose pas de logiciel de gestion permettant de générer les états de synthèse ; - le PE ne dispose pas de disque dur externe pour sauvegarder les données informatiques. 	<p>Nous recommandons à l'Association ASLAD de disposer d'un système comptable permettant de générer automatiquement les états financiers de synthèse, et de disque dur externe pour la sauvegarde périodique des données informatiques.</p> <p>Réponse de la direction du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réponse recommande point4 - Institution de 2 clés de sauvegarde portant sur les données trimestrielles auprès de 2 responsables distincts (Sans délai)

ANNEXE I. INFORMATIONS SUR LE PE ET LE PROGRAMME

Nom du partenaire d'exécution:	L'ASSOCIATION POUR LE PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT « APIDEV ».
Code ou ID du Partenaire d'exécution dans les registres de l'UNICEF, du PNUD, de l'UNFPA (selon le cas)	-
Les coordonnées du Partenaire d'Exécution (nom, adresse e-mail et numéro de téléphone du contact):	Mopti, Région de Mopti M. Jedion KODIO Email : apidev.ml@gmail.com Téléphone : 66 74 97 56 / 76 04 73 76
Les programmes mis en œuvre en relation avec l'agence/les agences des Nations Unies correspondante(s) :	Accès à l'éducation de base de qualité et équité.
Le responsable principal du (des) programme(s) de l'agence ou des agences des Nations Unies	M. Jedion KODIO, Coordinateur APIDEV.
Lieu(x) du (des) programme(s)	Mopti, Bureau Régional: Sevaré Million Kin
Lieu de conservation des registres du (des) programme(s) de l'agence ou des agence (s) des Nations Unies :	Mopti, Sevaré
Devise des registres conservés:	Francs CFA
Les dernières dépenses engagées/déclarées à l'UNICEF, au PNUD et à l'UNFPA (selon le cas) durant la période financière de référence;	FACE du 13/07/2017 de FCFA 2 338 750
Modalité(s) de remise d'espèces utilisée(s) par l'agence ou les agences des Nations Unies auprès du PE	Transfert de cash
Date prévue pour le démarrage de la micro évaluation :	08/12/2017
Nombre de jours nécessaires pour la visite chez le PE:	02 jours
Demandes particulières à prendre en compte au cours de la micro évaluation:	Néant

ANNEXE II. ORGANIGRAMME DU PARTENAIRE D'EXECUTION



ANNEXE III. LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Nom	Institution/organisation	Poste
Jedion KODIO	APIDEV	Coordinateur
David DOUYON	APIDEV	Assistant Coordinateur

ANNEXE IV. QUESTIONNAIRE DE LA MICRO EVALUATION

Manuel de micro-évaluation

Domaine considéré <i>(Les questions importantes sont en gras)</i>	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
1. Partenaire d'exécution						
1.1 Le PE est-il légalement enregistré? Dans l'affirmative, respecte-t-il les conditions d'enregistrement ? Veuillez noter le statut juridique/ l'enregistrement de l'entité.	Oui			Faible	1	L'APIDEV a une Association créée par l'Accord cadre n° 1195/0624 avec l'Etat Malien du 16/12/2010
1.2 Si le PE a reçu des fonds des Nations Unies dans le passé, est-ce que des problèmes importants ont été relevés dans la gestion des ressources, y compris dans les activités d'assurance précédentes ?	Oui			Faible	1	Le PE a bénéficié du financement de l'UNICEF depuis juillet 2016
1.3 Le PE est-il soumis à des obligations de rapports statutaires? Dans l'affirmative, s'est-il conformé aux dites exigences durant les trois exercices précédents?	Oui			Faible	1	Les organes de l'Association sont l'Assemblée Générale et le bureau exécutif. Le bureau présente à la fin de chaque année à l'Assemblée les documents suivants (1. Le rapport d'activités, 2. le bilan et le compte rendu des activités financières et 3. le programme d'activités de l'année suivante)
1.4 L'organe directeur se rencontre t-il régulièrement et exerce t-il des fonctions de supervision?	Oui			Modéré	2	L'organe directeur se réunit par trimestre .Cependant les rapports de réunion ne sont pas disponibles au niveau de l'Antenne de Mopti.
1.5 Si d'autres bureaux / entités externes participent à la mise en œuvre, le PE dispose t-il de politiques et procédures pour assurer la supervision et le suivi approprié de la mise en œuvre?	Oui			Faible	1	Le PE dispose de Politiques et procédures nécessaires pour assurer la supervision et le suivi de la mise en œuvre de ses projets.

1.6 Le PE dispose t-il d'une stabilité financière locale de base (principales ressources; tendance de financement)? Fournir le montant total des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses pour l'exercice en cours et pour les trois exercices précédents.		Non		Modéré	4	Le PE fonctionne sur les appuis de partenaires financiers.
1.7 Le PE peut-il facilement recevoir des fonds ? Y a-t-il eu par le passé des problèmes graves concernant la réception de fonds par le PE, en particulier lorsque les fonds provenaient de ministères du gouvernement?	Oui			Faible	1	Le PE n'a pas rencontré de problèmes concernant la gestion des fonds.
1.8 Existe-t-il des procédures judiciaires en cours contre le PE ou des litiges matériels / significatifs en cours avec les fournisseurs / sous-traitants? Dans l'affirmative, indiquez les mesures prises par le PE pour résoudre la question de la procédure judiciaire.		Non		Faible	1	Il n'existe pas de procédures judiciaires encours contre le PE.
1.9 Le PE a-t-il établi une politique spécifique de lutte contre la fraude et la corruption ?		Non		Significatif	3	Le PE n'a pas établi de politique spécifique de lutte contre la fraude et la corruption.
1.10 Le PE a-t-il indiqué aux employés, bénéficiaires et autres destinataires les noms des personnes à contacter s'ils soupçonnent l'existence d'une fraude, d'un gaspillage ou d'une utilisation abusive des fonds ou biens de l'agence ? Dans l'affirmative, le PE a-t-il une politique contre les représailles pour les personnes qui signale cette fraude?		Non		Significatif	3	Le PE n'a pas indiqué aux employés, bénéficiaires et autres destinataires les noms des personnes à contacter s'ils soupçonnent l'existence d'une fraude, d'un gaspillage ou d'une utilisation abusive des fonds ou biens de l'agence.
1.11 Le PE montre-t-il des risques financiers ou opérationnels clés qui ne sont pas pris en compte dans ce questionnaire ? Dans l'affirmative, veuillez les décrire. Exemples: le risque de change; les recettes.		Non		Faible	1	
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	11					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	11					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	5					
Nombre total de points de risque :	19					
Note du risque	1,7273					
Cote de risque dans le domaine considéré	Faible					

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
2. Gestion du programme						
2.1. Est-ce que le PE possède et utilise des politiques écrites, des procédures et d'autres outils suffisamment détaillés (par exemple la liste pour l'élaboration d'un projet, les modèles de plans de travail, le calendrier de planification du travail) pour élaborer des programmes et des plans?	Oui			Faible	1	Les procédures écrites existent et sont utilisées pour élaborer des programmes et des plans de travail
2.2. Est-ce que les plans de travail précisent les résultats attendus et les activités à mener pour obtenir des résultats, avec un calendrier et un budget bien définis pour les activités?	Oui			Faible	1	Les plans de travail pour chaque projet précisent les résultats attendus et les activités à mener pour obtenir des résultats, avec un calendrier et un budget bien définis pour les activités.
2.3 Le PE parvient-il à identifier les risques potentiels pour la mise en œuvre et les mécanismes du programme afin de les atténuer?	Oui			Modéré	2	Le PE procède à des évaluations de risques en recourant des expertises externes. Le PE ne dispose pas d'unité d'évaluation de risque à l'interne
2.4 Est-ce que le PE possède et utilise des politiques, procédures, directives et autres outils (listes de vérification, modèles) suffisamment détaillés pour le suivi et l'évaluation?		Non		Elevé	4	Le PE ne possède pas des politiques, procédures, directives et autres outils (listes de vérification, modèles) suffisamment détaillés pour le suivi et l'évaluation.
2.5 Le PE dispose t-il de cadre de S & E pour ses programmes, avec des indicateurs, des données de référence et des cibles pour assurer le suivi de l'atteinte des résultats du programme?		Non		Significatif	3	Le PE ne dispose pas de cadre de S & E pour ses programmes, avec des indicateurs, des données de référence et des cibles.
2.6 Est-ce que le PE effectue et documente les activités de suivi régulières telles que les réunions d'évaluation, les visites de site des projets, etc.	Oui			Faible	1	Les comptes rendus des reunions sont produits.

2.7 Est-ce que le PE collecte et effectue le suivi et l'évaluation systématique des données sur l'atteinte des résultats du projet?		Non		Elevé	4	Le PE n'effectue pas le suivi et l'évaluation systématique des données parce que dans le plan de travail le suivi n'a pas été prévu pour certaines activités.
2.8 Existe t-il une évidence qui prouve que le PE a effectué le suivi des recommandations indépendantes de l'évaluation?		Non		Significatif	3	Le PE ne dispose pas de plan de suivi de recommandations.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	8					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	8					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	2					
Nombre total de points de risque :	19					
Note du risque	2,375					
Cote de risque dans le domaine considéré	Modéré					

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
3. Structure organisationnelle et dotation en personnel						
3.1 Êtes-ce que les pratiques relatives a la gestion du personnel du PE sont clairement définies et suivies, et sont-elles en conformité avec les principes de transparence et de compétitivité?	Oui			Faible	1	Les recrutements se font par appel à candidature. Les déclarations fiscales et sociales se font aux services d'impôts et INPS
3.2 Le PE dispose t-il de fiches de descriptions de poste clairement définies?	Oui			Faible	1	Les taches sont décrites dans les contrats de travail.
3.3 La structure organisationnelle du service financier / de gestion du programme et la compétence du personnel sont-elles adaptées à la complexité et au volume des activités du PE? Identifiez les membres du personnel, y compris les intitulés de poste, les responsabilités, leur formation et leur expérience professionnelle.	Oui			Significatif	6	Le service financier est tenu par l'assistant sous la supervision du Coordinateur. L'assistant a un profil d'hydro-mécanicien BT2 avec une expérience de 2 ans comme Régisseur de Dépense dans une Mairie de N'Dodjiga et 5 ans comme Caissier dans la mission Baptiste de Niafunke. Il n'a pas bénéficié de formation sur la gestion des fonds de l'Agence. Il y a nécessité de le former sur les procédures de gestion financière de l'Agence
3.4 La fonction comptabilité / finance du PE est-elle adéquatement dotée en personnel pour garantir que des contrôles suffisants sont en place pour gérer les fonds de l'agence ?	Oui			Significatif	6	idem 2.3
3.5 Le PE a-t-il des politiques de formation du personnel comptable/financier/de programme ? Est-ce que les formations nécessaires sont effectuées ?		Non		Significatif	3	Le PE n'a pas de politiques de formation du personnel comptable/financier/de programme.
3.6 Le PE procède-t-il à des vérifications / contrôles des références pour toutes les nouvelles recrues pour des postes en comptabilité / finance et gestion?		Non		Significatif	3	Le PE ne procède pas à vérifications pour les nouvelles recrues pour des postes en comptabilité /finance et gestion.

3.7 Y a-t-il eu une rotation du personnel importante ces 5 dernières années ? Dans l'affirmative, le taux a-t-il augmenté ou diminué ? quelle est la source du problème ?		Non		Faible	1	Il n' y a pas de rotation pendant les cinq dernières années.
3.8 Est-ce que le PE dispose d'un cadre de contrôle interne défini et documenté ? Ce cadre est-il partagé et mis à la disposition du personnel et régulièrement mis à jour. Dans l'affirmative, veuillez préciser.	Oui			Faible	1	Le PE dispose d'un manuel de Procédures de Gestion.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	8					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	8					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	3					
Nombre total de points de risque :	22					
Note du risque	2,75					

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
4. Politiques et procédures comptables						
4a. Généralités						
4.1 Le PE dispose-t-il d'un système comptable permettant l'enregistrement adéquat des transactions financières des agences des Nations Unies, y compris la répartition des dépenses en accord avec les composantes, les catégories de dépenses et les sources de financement respectives ?		Non		Significatif	6	Le PE ne dispose pas de logiciel de gestion pour générer automatiquement les états financiers
4.2 Le PE dispose t-il d'une méthodologie de répartition correcte des coûts entre les diverses sources de financement conformément aux accords conclus ?	Oui			Elevé	8	La répartition des coûts se fait conformément au budget approuvé. Cependant nous avons constaté que les pièces de dépenses sont imputées avec mention "Payé UNICEF" .Donc les sources de financement ne sont pas précisées d'où un risque de double comptabilisation.
4.3 Tous les documents comptables et pièces justificatives sont-ils conservés de façon permanente dans un système déterminé qui permet aux utilisateurs autorisés d'y accéder facilement ?	Oui			Faible	1	Les documents comptables et pièces justificatives sont conservés dans des chronos garantissant leur sécurité sur une durée minimum de 10 ans.
4.4 Le grand livre général et les grands livres auxiliaires sont-ils rapprochés au moins une fois par mois ? Des explications sont-elles fournies pour les éléments de rapprochement importants ?	Oui			Significatif	3	Les grands livres sont tenus mais ils ne sont pas rapprochés à la fin du mois afin d'atténuer les erreurs ou omissions.
4b. Séparation des tâches						
4.5 Les responsabilités fonctionnelles suivantes sont-elles assumées par différents services ou personnes : a) autorisation d'effectuer une transaction ; b) enregistrement de la transaction ; c) conservation des actifs liés à la transaction ?	Oui			Faible	1	Les dépenses sont autorisées par le Coordinateur et l'enregistrement des transactions par le Comptable.

4.6 Les fonctions de commande, de réception, de comptabilisation et de paiement des biens et services sont-elles séparées de façon appropriée ?	Oui			Faible	1	Les fonctions de commande, de réception, de comptabilisation et de paiement des biens et services sont-elles séparées
4.7 Les rapprochements bancaires sont-ils préparés par d'autres personnes que celles qui effectuent ou approuvent les paiements ?	Oui			Significatif	6	Les rapprochements bancaires sont établis périodiquement mais de façon mensuelle pour le compte BMS. Il est difficile de détecter les erreurs et omissions à temps
4c. Système de budgétisation						
4.8 Des budgets sont-ils préparés pour toutes les activités importantes de façon suffisamment détaillée pour constituer des outils utiles qui permettent d'en suivre l'exécution ?	Oui			Faible	1	Les budgets sont détaillés, ils sont précis, font ressortir clairement les activités et les coûts
4.9 Les dépenses effectives sont-elles comparées au budget avec une fréquence raisonnable ? Des explications sont-elles requises en cas d'écarts significatifs par rapport au budget ?	Oui			Faible	1	Le suivi budgétaire est effectif et les dépassements sont justifiés.
4.10 Des autorisations préalables sont-elles nécessaires en cas d'écarts significatifs par rapport au budget ?	Oui			Faible	1	Les dépassements budgétaires font l'objet d'autorisation préalable
4.11 Les budgets du PE sont-ils officiellement approuvés au niveau adéquat?	Oui			Faible	1	Les budgets sont approuvés par les bailleurs de fonds
4d. Paiements						
4.12 Les procédures de traitement des factures prévoient-elles: <ul style="list-style-type: none"> · que des copies des bons de commande et des bons de réception doivent être obtenues directement auprès des services émetteurs ? · la comparaison des quantités, prix et conditions indiqués sur les factures avec ceux qui sont indiqués sur les bons de commande et avec l'enregistrement des biens effectivement reçus ? · la vérification de l'exactitude des calculs? 	Oui			Faible	1	La vérification de l'exactitude des calculs s'effectue avant tout paiement. Les factures sont remises à l'assistant financier qui les vérifie avant de les remettre au RAF pour visa
4.13 Les paiements sont-ils approuvés de manière appropriée? Le PE dispose-t-il d'une table d'autorité relative aux paiements?	Oui			Faible	1	Les paiements sont approuvés par le coordinateur du PE

4.14 Toutes les factures sont-elles estampillées « PAYÉE », approuvées et clairement revêtues des mentions nécessaires aux fins d'attribution d'un code de projet et d'un code d'imputation comptable?		Non		Significatif	6	Toutes les factures sont estampillées par un cachet payé du PE et non par un cachet de l'UNICEF comme le prévoient les procédures de l'Agence.
4.15 Des contrôles existent-ils pour la préparation et l'approbation des frais de personnel ? Les changements de personnel sont-ils dûment autorisés ?	Oui			Faible	1	Les états de paiement des frais du personnel font l'objet de contrôles avant tout paiement
4.16 Existe t-il des contrôles pour veiller à ce que les coûts directs des salaires du personnel reflètent le montant réel du temps consacré par le personnel sur un projet?	Oui			Faible	1	Idem 4.15
4.17 Existe-t-il des contrôles pour les catégories de dépenses qui ne proviennent pas du paiement de factures, telles que les indemnités journalières de subsistance (DSA), le transport et la répartition des coûts internes ?	Oui			Faible	1	Le PE fait référence au barème DSA fourni par l'UNICEF pour fixer le taux des perdiems et des frais de transport
4e. Politiques et procédures						
4.18 Le PE dispose-t-il d'une méthode déterminée de comptabilité (par ex. comptabilité de trésorerie ou d'exercice) et dans l'affirmative est-elle en conforme aux exigences de l'agence?	Oui			Faible	1	Le PE tient une comptabilité de trésorerie, ce qui est conforme aux exigences de l'agence
4.19 Le PE dispose t-il d'un manuel de politiques et procédures adéquat et est-il disponible pour le personnel concerné?	Oui			Faible	1	Le PE dispose d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières.
4f. Trésorerie et banques						
4.20 Le PE a-t-il besoin d'une double signature / autorisation pour les transactions bancaires? Est-ce que les nouveaux signataires sont approuvés à un niveau adéquat et les mises à jour sont-elles effectuées à temps opportun au départ des signataires?		Non		Faible	1	Les chèques sont signés par le Directeur et le comptable du siège l'APIDEV .Les mises à jour se font au besoin
4.21 Le PE tient-il un livre de caisse adéquat et à jour, où sont consignés les recettes et les paiements ?	Oui			Faible	1	Un livre de caisse est tenu pour les menues dépenses

4.22 Si le partenaire fait des acomptes pour un programme de micro-finance, existent-il des contrôles pour la collecte, le dépôt en temps opportun et l'enregistrement des recettes à chaque lieu de collecte?			N/A	N/A	-	
4.23 Les soldes bancaires et le grand livre de caisse font-ils l'objet d'un rapprochement tous les mois et sont-ils approuvés de manière appropriée ? Des explications sont-elles fournies pour justifier les éléments de rapprochement importants et inhabituels ?		Non		Elevé	8	Le PE n'établit pas les états de rapprochements bancaires de fin de mois.
4.24 Existe-t-il des dépenses importantes qui sont payées en espèces? Dans l'affirmative, le PE effectue-t-il les contrôles adéquats sur ces paiements en espèces?	Oui			Elevé	8	Le PE effectue des contrôles sur les paiements en espèces
4.25 Est-ce que le PE effectue un rapprochement régulier de la petite caisse?		Non		Elevé	4	
4.26 Les espèces et les chèques sont-ils conservés dans un endroit sûr avec un accès limité? Les comptes bancaires sont-ils protégés par des contrôles d'accès à distance appropriés?	Oui			Modéré	2	Les espèces sont gardées dans un tiroir à clé dans le bureau du coordinateur. Le PE ne dispose pas de coffre fort.
4.27 Existe-il des contrôles adéquats concernant la présentation de fichiers de paiement électroniques qui interdisent toute modification non autorisée une fois les paiements sont approuvés et les fichiers transmis sur des réseaux sécurisés / cryptés?			N/A	N/A	-	
4g. Autres bureaux ou entités						
4.28 Le PE dispose-t-il un processus pour s'assurer que les dépenses d'autres bureaux/entités sont conformes au plan de travail et / ou aux accords contractuels?			N/A	N/A	-	
4h. Audit interne						
4.29 L'auditeur interne est-il suffisamment indépendant pour effectuer des évaluations critiques ? A qui doit-il rendre des comptes ?			N/A	N/A	-	

4.30 Le PE a-t-il des exigences déterminées en matière de qualification et d'expérience pour le personnel du service d'audit interne ?			N/A	N/A	-	
4.31 Les activités financées par les agences seront-elles incluses dans le programme de travail du service d'audit interne ?			N/A	N/A	-	
4.32 Le PE met-il en application les recommandations des auditeurs internes?			N/A	N/A	-	
Nombre total de questions dans le domaine considéré:	32					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	25					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	18					
Nombre total de points de risque :	67					
Note du risque	2,68					
Cote de risque dans le domaine considéré	Modéré					

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
5. Immobilisations et stocks						
5a. Protection des actifs						
5.1 Y a-t-il un système de protection adéquat pour éviter que les actifs soient l'objet de fraudes, de gaspillages ou d'abus ?		Non		Significatif	3	Les biens de l'APIDEV ne sont pas codifiés
5.2 Les registres auxiliaires des immobilisations et des stocks sont-ils à jour et font-ils l'objet de rapprochements avec le compte collectif ?		Non		Elevé	4	Le PE ne tient pas de registres pour la gestion des immobilisations
5.3 Des inventaires physiques des immobilisations et des stocks sont-ils effectués périodiquement ? Dans l'affirmative, veuillez préciser.		Non		Elevé	4	Les biens de l'APIDEV ne sont pas inventoriés
5.4 Les immobilisations et les stocks sont-ils couverts par des polices d'assurance adéquates ?	Oui			Faible	1	Les véhicules sont couverts par des polices d'assurance
5b. Entreposage et gestion des stocks						
5.5 Les installations d'entreposage ont-elles une sécurité physique adéquate?			N/A	N/A	-	
5.6 Le stockage de l'entrepôt est-il disposé de sorte qu'il soit identifiable, protégé contre les dommages, et de manière à faciliter le décompte?			N/A	N/A	-	
5.7 Le PE possède t-il un système de gestion des stocks qui lui permet d'effectuer le suivi de la distribution de fournitures?			N/A	N/A	-	
5.8 La responsabilité de recevoir et distribuer des stocks est-elle différente de celle qui consiste à mettre à jour les registres d'inventaire?			N/A	N/A	-	
5.9 L'inventaire physique est-il effectué de façon périodique ?			N/A	N/A	-	
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	9					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	4					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	0					
Nombre total de points de risque :	12					
Note du risque	3					
Cote de risque dans le domaine considéré	Significatif					

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
6. Rapport financier et suivi						
6.1 Le PE a-t-il déterminé des procédures d'établissement de rapports financiers qui précisent les types de rapports qui doivent être préparés, le système source pour les rapports importants, la fréquence de la préparation, leur contenu et leur utilisation ?	Oui			Faible	1	Les états financiers et FACE sont établis par avance reçue ce conformément au budget approuvé.
6.2 Est-ce que le PE prépare l'ensemble les états financiers?	Oui			Faible	1	Le PE prépare l'ensemble des états financiers
6.3 L'ensemble des états financiers du PE est-il régulièrement audité par un auditeur indépendant conformément aux normes d'audit nationales ou internationales appropriées? Dans l'affirmative, veuillez préciser les références de l'auditeur.	Oui			Significatif	6	Les comptes annuels 2016 de l'APIDEV ont été certifiés par l'Expert-Comptable M.Aliou, inscrit au tableau de l'ONECCAM. Cependant, nous avons constaté une incohérence entre la période de la certification "l'exercice 2016" et la période de réalisations des activités du Projet qui est du 01/09/2016 au 30/09/2017.
6.4 Des problèmes graves relatifs a des dépenses inéligibles sur des fonds de donateurs ont ils été relevés dans les rapports d'audits du partenaire durant ces cinq dernières années ?)		Non		Modéré	4	Le Rapport d'audit n'a pas fait cas de problèmes graves
6.5 Y a-t-il des recommandations importantes faites par les auditeurs dans les cinq précédents rapports d'audit et/ou lettres de recommandations sur la gestion au cours des cinq dernières années qui n'ont pas encore été mises en œuvre?		Non		Modéré	2	Il n'ya pas eu de recommandations importantes dans le Rapport d'audit
6.6 Le système de gestion financière est-il informatisé ?		Non		Significatif	6	Le PE ne dispose pas de logiciel de gestion
6.7 Le système informatisé de gestion financière peut-il produire les rapports financiers nécessaires ?		Non		Significatif	3	

6.8 Le PE dispose-t-il de mesures de protection appropriées pour assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données? Par exemple : les contrôles d'accès par mot de passe; des données régulières de sauvegarde.	Oui			Significatif	3	Il existe des mots de passe sur les ordinateurs. Le PE ne dispose pas de disque dur externe pour sauvegarder les données informatiques.
Nombre total de questions dans le domaine considéré :	8					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	8					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	3					
Nombre total de points de risque :	26					
Note du risque	3,25					
Cote de risque dans le domaine considéré	Significatif					

Domaine considéré (Les questions importantes sont en gras)	Oui	Non	N/A	Evaluation des risques	Points de risque	Remarques/observations
7. Passation de marchés et Attribution de Contrat						
7a. Passation de marchés						
7.1 Le PE dispose-t-il de politiques et procédures écrites en matière de passation de marchés?	Oui			Faible	1	Les procédures de passation de marchés sont décrites dans le manuel de gestion
7.2 Les exceptions aux procédures sont-elles documentées et envoyées à la direction pour approbation ?		Non		Modéré	2	Nous n'avons pas rencontré de cas d'exceptions
7.3 Le PE dispose-t-il d'un système de passation de marchés informatisé avec des contrôles d'accès adéquats et une séparation des tâches entre ceux qui initient les bons de commande, ceux qui les approuvent et ceux qui font la réception de la commande? Veuillez décrire ce système de passation de marchés.		Non		Faible	1	Le PE ne dispose pas de système de marchés informatisé compte tenu du volume moins important de financement
7.4 Les rapports sur les achats sont-ils régulièrement extraits et examinés? Décrire les rapports extraits, la fréquence et l'examen ainsi que les approbateurs.			N/A	N/A	-	Car le PE ne dispose pas de système de marchés informatisé
7.5 Le PE dispose-t-il d'une unité de passation de marchés avec des chaînes hiérarchiques bien définies qui favorisent l'efficacité et la responsabilisation?		Non		Modéré	2	La taille du PE ne lui permet pas d'avoir une unité de passation de marchés
7.6 Le comité de passation de marchés du PE est-il composé d'un personnel qualifié, formé, diplômé et reconnu comme des experts en passation de marchés et qui connaît bien la réglementation de l'ONU / Banque mondiale / Union européenne en matière de passation de marchés, en plus de celle du PE?	Oui			Faible	1	Le comité de passation se constitue au besoin
7.7 Il y a-t-il eu des recommandations importantes sur la passation de marchés faites par les auditeurs dans les cinq rapports d'audit et / ou lettres de gestion précédents au cours des cinq dernières années et qui n'ont pas encore été mises en œuvre?		Non		Significatif	3	Nous n'avons pas disposé de Rapports de recommandations

7.8 Le PE exige-t-il des autorisations écrites ou électroniques du système pour les achats? Si oui, examinez si les seuils d'autorisation sont appropriés.			N/A	N/A	-	car le PE ne dispose pas de système de marchés informatisé
7.9 Les procédures de passation des marchés et les modèles de contrats font-ils des références aux principes éthiques et d'exclusion et aux critères d'inéligibilité en passation de marchés ?	Oui			Faible	1	
7.10 Le PE obtient-il des autorisations suffisantes avant de signer un contrat?	Oui			Faible	1	
7.11 Le PE a-t-il établi des directives et des procédures formelles pour faciliter l'identification, le suivi et la gestion des conflits d'intérêts potentiels avec des fournisseurs potentiels/agents délégués à la passation des marchés ? Dans l'affirmative, comment le PE gère-t-il les conflits d'intérêts ?		Non		Significatif	3	Le PE ne dispose pas de directives et des procédures formelles pour faciliter l'identification, le suivi et la gestion des conflits d'intérêts potentiels avec des fournisseurs
7.12 Le PE a-t-il un processus bien défini pour l'approvisionnement préalable des fournisseurs ? Les méthodes formelles de passation de marchés comprennent-elles une diffusion large des projets de marché ?		Non		Significatif	6	
7.13 Le PE garde-t-il une trace de la qualité des prestations antérieures des fournisseurs ? Par exemple une base de données de fournisseurs de confiance?		Non		Modéré	2	
7.14 Le PE dispose-t-il d'un processus bien défini pour s'assurer de la soumission et de l'évaluation des offres de manière sûre et transparente ? Dans l'affirmative, décrivez le processus.		Non		Significatif	6	
7.15 Lorsqu'un appel d'offres a été publié, le PE attribue-il le contrat en se basant sur les exigences énoncées dans la documentation d'appel d'offres, et qui tient compte de l'expertise technique et du coût?	Oui			Modéré	4	
7.16 Au cas où le PE gère des contrats importants, dispose-t-il d'une politique en matière de gestion / attribution de contrats?	Oui			Faible	1	Le PE n'a pas eu à gérer un contrat important

7b. Gestion des contrats - À remplir uniquement pour les PE qui gèrent des contrats importants dans le cadre de la mise en œuvre du programme. Sinon choisissez N/A pour l'évaluation des risques						
7.17 Existe-t-il un personnel qui ait été responsabilisé exclusivement pour gérer les contrats ou surveiller leur expirations?			N/A	N/A	-	Le PE n'a pas signé de contrats importants
7.18 Y a-t-il des employés désignés pour surveiller l'expiration des cautions de bonne fin, des dommages-intérêts liquidés et autres instruments de gestion des risques?			N/A	N/A	-	
7.19 Le PE dispose-t-il d'une politique sur les actions qualifiées de ex post-facto dans les contrats?			N/A	N/A	-	
7.20 Quelle est la fréquence de ses actions contractuelles qualifiées de ex post-facto?			N/A	N/A	-	
Nombre total de questions dans le domaine considéré:	20					
Nombre total de questions applicables au domaine considéré:	18					
Nombre total de questions importantes applicables au domaine considéré:	4					
Nombre total de points de risques:	34					
Note du risque	1,8889					
Cote de risque du domaine considéré	Faible					

TOTAUX	
Nombre total de questions	96
Nombre total de questions applicables:	78
Nombre total de questions importantes applicables:	35
Nombre total de points de risques	199
Note de risque total	2,5513
Cote de risque globale	Modéré